

### Iran – Azerbaïdjan : une montée des tensions ?

Quand on parle de l'Iran, on reste hélas souvent prisonniers d'une vision simpliste des Aires Politiques, divisant le monde en tranches, voire même, en « civilisations », un mot qui semble décidément à la mode depuis la chute de l'URSS. Dans cette optique, les analystes en Europe et aux Etats-Unis ont tendance à oublier la géographie. On l'a vu sur le dossier des Taliban : le 11 septembre a enfin amené à la réflexion de bon sens selon laquelle on ne pouvait parler de l'Afghanistan sans parler du Pakistan<sup>1</sup>. On semble encore avoir bien du mal, à comprendre qu'au delà du Pakistan, l'Afghanistan est un pays « moyen-oriental », « sud asiatique », et même « centrasiatique », et donc que ce qui se passe sur place aura un impact politique et sécuritaire sur l'Iran, l'Asie Centrale, et les évolutions dans les tensions entre Inde et Pakistan. Notre approche de Téhéran est également limitée par cette vision plus « culturelle » que géographique : on se limite trop souvent à penser l'Iran dans un cadre proche/moyen oriental, surtout en rapport avec le Golfe persique. Certes, il s'agit d'un sujet important, et la grande crainte du moment est que l'Iran ferme par la violence le détroit d'Hormuz, si important pour notre approvisionnement en pétrole. Mais de récents événements nous rappellent encore une fois l'importance d'avoir la géographie en tête : l'Iran est bien plus qu'une simple puissance proche-orientale, il s'agit d'une force également rattachée à la Caspienne, donc aux pays du Caucase. Cette zone est également importante pour la sécurité énergétique de l'Europe, et certaines récentes informations donnent à penser que la montée des tensions est à l'ordre du jour entre Téhéran et l'Azerbaïdjan, un pays producteur très important dans la région. Fin janvier, les forces de sécurité azéries ont affirmé avoir arrêté deux citoyens du pays, supposés liés à l'Iran, et ayant prévu des attentats contre l'ambassadeur d'Israël, et des membres importants de la communauté juive locale. Le 12 février, l'Iran a officiellement demandé à l'Azerbaïdjan de stopper les activités du Mossad, les services secrets israéliens, dans le pays. La nation du Caucase Sud est considérée par la République islamique comme une base arrière consentante de la guerre indirecte menée contre l'Iran.

---

<sup>1</sup> Mais vu comment on traite le Pakistan dans certaines chancelleries et dans nombre d'analyses, on peut constater que toutes les conséquences de ce lien n'ont pas véritablement été prises en compte.



Ce sujet est particulièrement sensible pour l'Europe. Tout d'abord, bien entendu, pour la stabilité de la région, qui entre bien malgré elle dans la Guerre froide entre Américains et Israéliens d'un côté, et Iraniens de l'autre. Plus largement, cela ajoute des territoires supplémentaires à un dossier qui pourrait basculer dans une guerre, ou en tout cas dans un renforcement des problèmes sécuritaires associés au Moyen Orient. Mais plus concrètement, comme évoqué plus haut, l'Azerbaïdjan est un pays non négligeable en termes de pétrole et de gaz. Ce pays est intéressant non seulement comme producteur, mais également comme pays de transit pour les richesses de la Caspienne. Il est nécessaire pour éviter une trop grande dépendance gazière face à la Russie ou à l'Iran. Or d'ici 2020, les Européens vont importer jusqu'à 500 milliards de mètres cubes de gaz. Dans cette perspective, quand on a en tête le fait que le seul réservoir gazier de Shah Deniz va produire 18 milliards de mètres cubes, et que d'autres champs gaziers tenus par l'Azerbaïdjan semblent être très prometteurs, on comprend qu'une déstabilisation de ce pays et de son environnement régional serait une mauvaise nouvelle pour la région<sup>2</sup>.

### **Relations irano-azéries : mettre dans leur contexte les tensions actuelles**

Pour mieux comprendre la situation actuelle, il faut revenir brièvement sur l'Histoire des relations bilatérales entre Téhéran et Bakou. Les deux territoires ont une Histoire en commun, et il faudra attendre l'intrusion guerrière de la Russie dans les trente premières années du 19<sup>ème</sup> siècle pour voir le peuple azéri être divisé entre le territoire toujours sous contrôle persan et celui passant sous contrôle russe. De ce passé est né le désir, chez certains, une fois l'URSS disparue, de voir tous les Azéris unifiés dans un seul Etat. Cette approche était complétée par une idéologie panturquiste appelant à la solidarité entre tous les peuples de culture turque, d'Istanbul au Xinjiang. Cette vision du monde a notamment été soutenue, au début des années 1990, par le président azéri Elchibey. C'est bien ce panturquisme du début des années 1990 qui a fait naître chez l'Iran une crainte constante de leur voisin post-soviétique. En effet, les « Azéris du Sud », citoyens iraniens, sont une composante non négligeable de la République islamique. Ils représentent au moins 24% de la population totale. Les revendications de ce voisin post-soviétique ont fait craindre à Téhéran un effet domino

---

<sup>2</sup> Pour le détail des chiffres, voir Murad Mehdiyev, « Energy Security for European and regional security for the Caucasus ? », *Visions of Azerbaijan*, Octobre 2011, pp.14 à 17.

offrant à l'Iran un avenir « yougoslave »<sup>3</sup>, commençant par une manipulation des Azéris du pays. Pourtant, ces derniers sont assez bien « intégrés ». Après tout, ils sont chiites, et ont des illustres représentants au cœur de l'élite politique de la République, comme le Guide de la Révolution lui-même, Ali Khamenei. Le premier opposant à Ahmedinejad, Mir Hossein Moussavi, ancien premier ministre, est également d'origine azérie<sup>4</sup>. Malgré les gesticulations d'abord symboliques venant d'Azerbaïdjan au début des années 1990, le séparatisme azéri est vite apparu comme un danger surévalué, plus encore quand on s'aperçoit que nombre d'Azéris font non seulement partie de l'élite politique, mais également des puissances économiques du pays, notamment liées au commerce du bazar<sup>5</sup>. Mais malgré tout, l'Iran reste un pays multiculturel, dont le centre persan connaît parfois des problèmes dans ses périphéries non persanes, et les services iraniens ne sont pas insensibles aux possibilités de déstabilisation que cela peut offrir à ses ennemis extérieurs. L'orientation diplomatique pro-occidentale de Bakou<sup>6</sup>, qui n'a fait que s'accroître avec les années, ne fait que confirmer les suspicions iraniennes : de fait, les liens avec Israël se sont même renforcés depuis 2008, y compris au niveau militaire. Et en 2010, pour les Iraniens, les choses étaient claires : si une attaque israélienne, américaine, ou de ces deux nations en même temps, devait avoir lieu, elle viendrait forcément d'Azerbaïdjan<sup>7</sup>. Face à cette situation, les Iraniens ont su tisser leurs propres réseaux à l'intérieur du territoire azéri, ont soutenu les Arméniens quand ces derniers se battaient contre leurs frères chiites mais turcophones, et ont fait comprendre qu'une politique de soutien aux agissements anti-iraniens auraient des conséquences pour Bakou. Mais Téhéran s'est jusque là retenu d'aller trop loin dans l'animosité. L'Iran a vite joué une certaine neutralité, ou en tout cas un désir de stabilisation, dans le conflit entre Arméniens et Azéris. Et la présidence Ahmedinejad a rappelé, pendant l'année 2010, les fondamentaux de la République islamique dans sa diplomatie caucasienne : un désir de stabilité de cette zone voisine avant tout, et le simple souhait iranien d'être reconnu comme un acteur régional à

---

<sup>3</sup> Voir par exemple Kaweh Sadegh-Zadeh, « Iran's Strategy in the South Caucasus », *Caucasian Review of International Affairs*, Vol.2 (1), hiver 2008, p.38.

<sup>4</sup> Nahid Siamdoust, « Can Iran's Minorities Help Oust Ahmadinejad ? », *Time*, 30 mai 2009, [www.time.com](http://www.time.com).

<sup>5</sup> AFP, « Azerbaijan fears neighbour Iran's radical influence », *Dawn*, 1<sup>er</sup> mars 2011, [www.dawn.com](http://www.dawn.com).

<sup>6</sup> Capitale de la République d'Azerbaïdjan

<sup>7</sup> Jacques Benillouche, « Américains, Israéliens et Iraniens se font face à la frontière de l'Azerbaïdjan », *Slate*, 27 juin 2010, [www.slate.fr](http://www.slate.fr).



respecter<sup>8</sup>. Comment est-on donc arrivé d'une relation bilatérale marquée de soupçons mais assez apaisée à des tentatives d'assassinats sur le territoire national azéri ?

En fait, les arrestations en Azerbaïdjan ne sont pas à comprendre uniquement dans le cadre des relations parfois difficile entre les deux pays. Ici, l'Azerbaïdjan n'a été qu'un des pays marqués par une tentative d'attaque ou un acte terroriste ces dernières semaines. En réalité, il y a eu des attaques ou des complots, visant à chaque fois des représentations de l'Etat israélien, également en Géorgie, en Thaïlande, et en Inde. Pour certains analystes américains, les attentats et tentatives d'attentats évoqués seraient des actes de désespoir d'un régime aux abois<sup>9</sup>. Après tout, s'il y a bien eu explosion d'une voiture de l'ambassade d'Israël à New Delhi le 13 février 2012, la bombe a été désamorcée à temps à Tbilissi, capitale de la Géorgie. Et en Thaïlande, les commanditaires se sont faits arrêtés après avoir fait exploser une bombe dans une maison et utilisé ces mêmes engins explosifs dans leur fuite, le mardi 14<sup>10</sup>. Pourtant, on aurait tort de juger trop durement ces actions terroristes. Certes, ils montrent que les Iraniens, s'ils sont bien responsables, ne sont plus les maîtres dans l'art du terrorisme qu'ils étaient par le passé, dans les années 1980 et encore au début des années 1990 tout particulièrement. C'est plutôt bon signe d'ailleurs et la preuve que depuis l'abandon du terrorisme comme arme diplomatique les changements en profondeur ont été réels. Mais ces attaques montrent également un désir de rendre, de plus en plus, coup pour coup, même si cela signifie s'appuyer sur des cellules pas encore véritablement bien formées. Après tout, on est dans un état de guerre indirecte ou de guerre froide entre l'Iran et Israël depuis quelque temps maintenant. L'Iran essaye de confirmer son statut de puissance régionale notamment de par son programme nucléaire et son soutien à des clients au Moyen Orient, comme le Hamas et le Hezbollah. Et les Israéliens et Américains, entre autres, s'y opposent dans une sorte de nouvelle Guerre froide. Et dans cette guerre, assassinat et terrorisme sont des moyens comme un autre. Pour mémoire, on rappellera, pas exemple, l'assassinat du membre du Hamas Mahmoud Mabhough par des membres du Mossad. Ce meurtre avait été particulièrement marquant étant donné que les espions avaient utilisés des faux passeports européens,

---

<sup>8</sup> Haley Edwards, « Iran's Near Abroad », *Foreign Policy*, 30 septembre 2010, [www.foreignpolicy.com](http://www.foreignpolicy.com).

<sup>9</sup> Pour une analyse allant dans ce sens, voir par exemple Jackson Diehl, « Iran's measure of desperation », *Washington Post*, 13 février 2012, [www.washingtonpost.com](http://www.washingtonpost.com).

<sup>10</sup> RFI, « Thaïlande : deux Iraniens inculpés après les explosions de Bangkok », 15 février 2012, [www.rfi.fr](http://www.rfi.fr).

notamment britanniques, pour frapper à Dubaï, où se trouvait le personnage<sup>11</sup>. On a souvent pensé cet événement dans le cadre des relations israélo-palestiniennes, alors qu'en fait, Mabhouh était important à abattre d'abord parce qu'il était un grand trafiquant d'armes, s'occupant de leur transfert d'Iran vers la bande de Gaza et un homme clé dans les relations entre Téhéran et le territoire palestinien<sup>12</sup>. En Iran même, quatre scientifiques nucléaires ont été tués (un cinquième a échappé de justesse à la mort) ces deux dernières années. Et il semblerait qu'une telle opération soit l'œuvre des services secrets israéliens, américains, et de certains de leurs alliés<sup>13</sup>. Il est difficile de ne pas voir qu'un message est clairement formulé par les Iraniens dans les attaques en Géorgie et en Inde : elles ont eu lieu quelques jours après la révélation par MSNBC que les services secrets israéliens travaillent bel et bien avec le groupe terroriste MEK<sup>14</sup> (les Moudjahidines du Peuple ou « Mujahedin-e Khaq »<sup>15</sup>). L'attaque à New Delhi est la copie conforme du type d'attaque menée contre les scientifiques iraniens<sup>16</sup>. Les Iraniens ont par la suite nié leur participation à cette action... tout comme les Israéliens et les Américains font de même après la mort de scientifiques iraniens. Les frappes ont eu lieu dans des pays qui ont des relations militaires assez importantes avec Israël. Le message n'est donc pas adressé qu'à Israël. A Jérusalem, Téhéran fait savoir qu'il considère l'Etat hébreu comme responsable, et qu'il est prêt à répondre. Mais aux pays proches d'Israël, les Iraniens font savoir qu'ils ne sont pas à l'abri de cette guerre, qu'ils ne peuvent pas aider indirectement les Israéliens et s'attendre à ne pas souffrir de façon indirecte de la situation. Et la fait d'avoir de bonnes relations avec la République Islamique ne change rien à la situation : après tout, les

---

<sup>11</sup> Ben Quinn, « Israel diplomat expelled by Britain over Dubai assassination passport forgery », *The Christian Science Monitor*, 23 mars 2010, [www.csmonitor.com](http://www.csmonitor.com)

<sup>12</sup> Ilene R. Prusher, « Israel : Hamas commander killed in Dubai was key arms smuggler », *The Christian Science Monitor*, 31 janvier 2010.

<sup>13</sup> A propos de leur plus ou moins grande efficacité, voir, à propos de ces assassinats, Dina Esfandiary, « Are Iran Assassinations Working ? », *Flashpoints. Diplomacy by Other Means* (blog du site « The Diplomat »), 13 janvier 2012, <http://the-diplomat.com>.

<sup>14</sup> Muhammad Sahimi et Richard Silverstein, « Israeli Iran attack ? What goes around comes around », *The Christian Science Monitor*, 21 février 2012, [www.csmonitor.com](http://www.csmonitor.com).

<sup>15</sup> Le groupe a été dans la liste des groupes terroristes de l'Union Européenne de début 2002 au 26 janvier 2009. Le MEK s'est appuyé sur un jugement du 4 décembre 2008 du tribunal de première instance de la Cour européenne de justice pour se voir retirer de la liste, malgré l'opposition de l'Allemagne, de la France... et du simple bon sens, étant donné que ce changement est intervenu à la veille du travail d'engagement par la nouvelle administration Obama pour tenter des discussions constructives avec l'Iran. Voir Monique Mas, « Les « Moudjahidine du Peuple » ne sont plus des terroristes », *RFI*, 27 janvier 2009, [www.rfi.fr](http://www.rfi.fr).

<sup>16</sup> La bombe a été attaché par un homme à moto à la voiture de la femme du diplomate israélien. Voir Amos Harel « New Delhi reflects Iran's limited capabilities », *Haaretz*, 13 février 2012, [www.haaretz.com](http://www.haaretz.com), et Sunday Times, « Mossad agents behind Iran scientist assassination », *Haaretz*, 16 janvier 2012.



Iraniens peuvent maintenant entrer en Géorgie sans visa, et le tourisme vers ce pays est devenu assez conséquent ; et l'Inde reste proche du Pakistan, malgré les pressions américaines. Dans cette configuration, l'Azerbaïdjan est plus que jamais en danger, pris en otage entre deux pays importants pour cet Etat et pour le Caucase du Sud à bien des niveaux.

### **Un choix général et assumé d'une montée des tensions ?**

En tout cas, dans cette configuration, il semblerait que l'Azerbaïdjan ait clairement choisi son camp, et c'est celui des Etats-Unis et d'Israël. Une politique plus équilibrée, visant à rester proche de ces alliés devenus traditionnels, et d'une force régionale qui, de par la géographie, est là pour rester, n'a pas été choisie. Cela transforme bien l'Azerbaïdjan comme un acteur potentiel d'une guerre ou de frappes à l'avenir, donc comme une possible victime, hélas, d'une possible revanche iranienne. Mais pour l'instant, il semblerait que cet angle d'analyse n'ait pas été pris en compte à Bakou. Quand l'Iran s'est officiellement plaint de la complicité au moins passive des Azéris avec le Mossad, un représentant du ministère des Affaires étrangères, E. Adbullayev, a qualifié ces propos de « réaction absurde » visant à étouffer l'arrestation des agents du complot supposé avoir été fomenté par l'Iran dans le pays<sup>17</sup>. Allant plus loin encore dans l'opposition ouverte, des parlementaires azéris ont proposé de changer le nom officiel du pays en « Azerbaïdjan du Nord ». Il s'agit ici, ni plus ni moins, de réactiver ce que le panturquisme du début des années 1990 avait de plus provoquant, en rappelant que l'Azerbaïdjan du Sud était encore sous un contrôle « étranger », celui de Téhéran. Par ailleurs, immédiatement après la plainte iranienne de février, le président azéri Ilham Aliyev a visité le QG de l'OTAN à Bruxelles le 15 février. De cette rencontre a résulté une déclaration commune affirmant le désir azéri de liens renforcés avec l'organisation transatlantique. Puis le président, pendant la deuxième quinzaine du même mois, a rencontré la Secrétaire d'Etat Hillary Clinton et le président israélien Shimon Peres par la suite<sup>18</sup>. Et selon certains, il semblerait que la diplomatie inamicale de l'Azerbaïdjan vis-à-vis de l'Iran ait des conséquences dans les actions venant de Téhéran. Ainsi les services azéris ont de nouveau arrêté des agents iraniens ou en tout cas présentés comme tels, le 21

---

<sup>17</sup> Kaveh L. Afrasiabi, « Tehran takes issue with Azerbaijan », *Asia Times*, 15 février 2012, [www.atimes.com](http://www.atimes.com).

<sup>18</sup> Brian Whitmore, « The Iran Conflict Comes To the Caucasus », *Radio Free Europe / Radio Liberty*, 17 février 2012, [www.rferl.org](http://www.rferl.org).

février 2012. Ces agents venaient à nouveau d'essayer de frapper la communauté juive azérie<sup>19</sup>. De leurs côtés, les Arméniens craignent que l'Azerbaïdjan ne se serve de la situation pour renforcer ses liens avec l'Europe et les Etats-Unis, et mener à terme une guerre de revanche contre eux. C'est ce qui explique pourquoi, alors que les Azéris s'affairaient à Bruxelles, le ministère arménien des affaires étrangères envoyait son vice-ministre en Iran pour « renforcer » ses liens avec la République, au nom de la « stabilité » de la région<sup>20</sup>. Les craintes arméniennes sont par ailleurs attisées par des voix en Russie, un autre grand allié d'Erevan<sup>21</sup>. Ainsi le chef du parti « libéral-démocrate », Vladimir Zhirinovskiy, affirme qu'une fois que la Syrie sera vaincue, l'Iran sera attaqué, pendant l'été. Et alors l'Azerbaïdjan en profitera pour attaquer le Nagorno-Karabakh<sup>22</sup>, tenu aujourd'hui par les Arméniens<sup>23</sup>. Une telle idée n'est pas totalement farfelue : une partie des élites azéris rêve de prendre une revanche sur les Arméniens, vainqueurs de la première guerre entre les deux nations, après l'indépendance post-soviétique. Grâce à ses ressources énergétiques, l'Azerbaïdjan d'aujourd'hui est bien plus fort que dans les années 1990. Et surtout, si l'Iran est frappée, une logique d'alliance amènera nécessairement Washington à traiter Bakou avec le respect dû à un authentique allié.

Mais il n'est pas anodin que ce type de discours vienne de Russie. Les élites dirigeantes russes, en tout cas celles qui sont au pouvoir ou proches du Kremlin, veulent réaffirmer la prédominance russe dans l'ancien espace post-soviétique. Rien d'étonnant à cela : en Eurasie, Moscou ne fait rien d'autre que de vouloir sa doctrine Monroe<sup>24</sup>. Une doctrine qui, après tout, a permis à l'Amérique de devenir une grande puissance, en s'imposant dans son environnement régional avant d'en faire de même au-delà. Dans cette logique, réussir à se réimposer dans le Caucase du Sud fait sens. Déjà, avec la guerre russo-géorgienne de 2008, le

---

<sup>19</sup> Voir Ariel Cohen, « Iran's Clandestine Operations Threaten Azerbaijan », blog du think tank américain *Heritage Foundation*, 23 février 2012, <http://blog.heritage.org>.

<sup>20</sup> Nicholas Clayton, « Hidden war in the South Caucasus », *Asia Times*, 23 février 2012.

<sup>21</sup> Capitale de l'Arménie.

<sup>22</sup> Territoire disputé entre Arméniens et Azéris, actuellement aux mains des Arméniens.

<sup>23</sup> News.am, « Azerbaijan to strike after Iran is attacked – Russian politician », 23 février 2012, <http://news.am>.

<sup>24</sup> Cette fameuse doctrine américaine qui « réservait » le Nouveau Monde à Washington, refusant toute influence européenne trop forte, notamment en Amérique latine. Cette logique a historiquement permis aux Etats-Unis de dominer leur environnement régional complètement, parfois de façon particulièrement violente. Cette domination a permis, de fait, la formation de la grande puissance que l'on connaît aujourd'hui.

Kremlin avait rappelé à tous dans la région son importance. L'Azerbaïdjan s'était montré sensible à cet argument de force, et a montré des signes de rapprochement avec la Russie malgré sa diplomatie pro-occidentale<sup>25</sup> ; l'Arménie, de toute façon pro-russe, était confirmée dans ses choix, et la Géorgie trop pro-américaine était punie sans avoir obtenu une aide conséquente de l'allié américain<sup>26</sup>. Avec les tensions actuelles autour de la « guerre froide » entre Israël, son protecteur américain, dans un camp, et l'Iran de l'autre, Moscou pourrait jouer le rôle d'une force de stabilité et de « protection » pour la région<sup>27</sup>. Et cela d'autant plus que les deux autres forces régionales importantes, géographiquement proches du Caucase du Sud, la Turquie, pro-OTAN, et l'Iran, anti-américain, serait dans des camps opposés, et plus facteurs de troubles que de stabilité<sup>28</sup>. Cet angle de réflexion rappelle ce qui devrait inquiéter le plus les Européens conscients des dangers d'une montée des tensions dans la région : un certain nombre d'acteurs, dans de grandes nations, ne verraient pas forcément des frictions de plus en plus importantes comme un problème. Ce serait pour certains Américains, Russes, Israéliens, Iraniens, comme quelque chose de bénéfique pour leurs intérêts (soutien au nationalisme, possibilité d'éradiquer/de soumettre par la force un ennemi, protection du régime, etc.). Les politiciens et analystes rationnels de ces différents pays peuvent voir les dangers d'un tel aventurisme, mais il n'est pas certain qu'ils soient entendus.

### **Quelles actions, quelles leçons pour l'Europe ?**

Face à cette situation, que peut faire, que doit faire l'Europe ?

Tout d'abord, il ne faut pas être naïf, et voir les limites des capacités européennes ici. La montée des tensions est possible parce que tous les acteurs en présence pensent en termes d'un jeu géopolitique à somme nulle : si un pays gagne, l'autre y perd forcément, et l'entente

---

<sup>25</sup> Et malgré le biais pro-arménien du Kremlin. Voir à ce sujet Anar Valieyev, « Finlandization or Strategy of Keeping the Balance ? Azerbaijan's Foreign Policy Since the Russian-Georgian War », *PONARS Eurasia Policy*, Memo n°112, 2010, récupéré sur [www.gwu.edu](http://www.gwu.edu).

<sup>26</sup> Et cela alors que des forces géorgiennes combattent en Afghanistan et en Irak.

<sup>27</sup> C'est en tout cas une peur qu'on retrouve chez certains Géorgiens et analystes du Caucase du Sud. Voir Damien McGuinness, « Iran nuclear tensions put Caucasus on alert », *BBC*, 21 février 2012, [www.bbc.co.uk](http://www.bbc.co.uk).

<sup>28</sup> Même si la Turquie ne verrait pas forcément d'un bon œil un tel conflit, il lui faudrait bien défendre l'allié traditionnel azéri...



est impossible. Un acteur fort pourrait changer la donne, mais pour les Israéliens comme pour les Iraniens, cet acteur fort, c'est l'Amérique, et non l'UE. De fait, du côté iranien, comme ailleurs au Moyen Orient ou en Asie du Sud, on va voir l'Europe comme un groupe d'auxiliaires, plus ou moins obéissants, des Américains. Du côté israélien, même si des pays européens, comme l'Allemagne, se sentent très proches, à bien des niveaux, de l'Etat hébreu, on ne peut que constater un éloignement, des difficultés à se comprendre, voire une vision radicalement différente des relations internationales et de la situation au Moyen Orient<sup>29</sup>. Le fait que maintenant un nombre non négligeable de citoyens européens critiquent la politique israélienne<sup>30</sup> entraîne parfois des accusations d'antisémitisme qui rend toute critique constructive inaudible<sup>31</sup>. Et pour les deux pays, Bruxelles est bien secondaire. Au niveau général de cette montée des périls autour de la République islamique, les Européens ne peuvent guère faire qu'une seule chose : essayer de calmer les esprits, à Washington, à Jérusalem, et à Téhéran. Pour cela il faudrait que les Européens comprennent, dans leur ensemble, l'erreur que serait de passer à l'option militaire contre l'Iran. Pour en arriver là, il faudrait déjà qu'un débat interne franc, et centré sur la seule chose qui compte, à savoir nos intérêts, notre sécurité, en tant qu'Européens et non comme « citoyens du monde », soit effectivement mené sur la place publique, à Paris, à Berlin, et ailleurs.

Au delà de cette recommandation générale, les Européens devraient se concentrer d'abord sur le Caucase du Sud, et sur les moyens à sa disposition pour stabiliser la région. C'est sur l'Arménie et l'Azerbaïdjan que l'Europe devrait concentrer ses efforts, et tout faire pour éviter tout risque d'une nouvelle guerre entre les deux pays. Ces derniers sont indirectement liés à la Guerre froide entre Israël et l'Iran parce qu'ils s'opposent fortement l'un contre l'autre. Aider à la stabilisation bilatérale aidera à couper la région de ces jeux malsains. Aller

---

<sup>29</sup> Sur ce point, voir par exemple Carlo Strenger, « Estranged friends ? A view on Israel from Western Europe », *Haaretz*, 22 février 2012, [www.haaretz.com](http://www.haaretz.com).

<sup>30</sup> Une analyse en 2011 pour le *Middle East Monitor* montre que 31% d'Européens de l'Ouest (sondage mené sur la France, l'Espagne, l'Italie, les Pays Bas, la Grande Bretagne, et l'Allemagne) considèrent que les Palestiniens sont les premières victimes du conflit (contre 6% qui voient les Israéliens comme les victimes) et 39% (contre 10% qui pensent le contraire) refusent l'idée selon laquelle l'Europe devrait soutenir Israël. Voir Daud Abdullah, « Europe's Israel romance is on the wane », *The Guardian*, 14 mars 2011

<sup>31</sup> Pour une illustration de cette accusation d'antisémitisme, voir, par exemple, Robin Sheperd, *A State Beyond the Pale : Europe's Problem with Israel*, Londres : Orion House, 2009. Pour une critique et une déconstruction de cette accusation, voir Rony Brauman, Etienne Balibar, Judith Butler, Sylvain Cypel, Eric Hazan, Daniel Lindenberg, Marc Saint-Upéry, Denis Sieffert, Michel Warschawski, *Antisémitisme : l'intolérable chantage*, Paris : la Découverte, 2003



dans ce sens ne sera pas aisé : mais l'alternative, c'est l'instabilité croissante de pays qui pourraient évoluer vers plus de stabilité et de démocratie aux portes de l'Europe<sup>32</sup>. Il faudra encore du temps pour construire une politique étrangère plus unifiée, et capable d'agir de façon indépendante et conséquente face à l'Iran, ou au Proche Orient en général. Mais si l'Union fait du Caucase du Sud une véritable priorité, si les diplomaties européennes travaillent ensemble pour assurer la paix dans cette région relativement réduite, alors Bruxelles a une chance d'influencer le cours de choses. Il semblerait que la politique européenne de voisinage aille de ce sens, mais encore faut-il que le Caucase du Sud devienne bel et bien une priorité, et que cela se reflète dans l'attention donnée à cette partie du monde.<sup>33</sup>

Et cette politique de stabilisation de la région par une accalmie entre Azerbaïdjan et Arménie ne sera possible, bien entendu, qu'en travaillant de façon constructive avec la Russie. A bien des égards, les Européens et les Russes ont des intérêts communs sur le dossier iranien : ils veulent éviter une guerre dans la région, ne sont pas très à l'aise à l'idée d'un Moyen Orient de plus en plus nucléarisé, et sont prêts à discuter avec l'Iran, sans pour autant s'opposer aux Etats-Unis. Un rapprochement sur le Caucase du Sud avec la diplomatie russe, mais prenant en compte une situation diplomatique bien plus générale, pourrait permettre une meilleure coopération entre les capitales européennes et Moscou. Mais pour cela, il faudrait que l'Europe perde son approche de type Guerre froide, faisant de la Russie un Etat jamais totalement digne de confiance ; et il faudrait que les Russes perdent également cette vision du monde quand ils discutent avec les Européens. Les échanges seront sans doute plus simples si les Européens se montrent plus lisibles quant à leur politique étrangère, et plus indépendants face aux Etats-Unis. Quant aux Russes, ils doivent comprendre que leur influence sera plus facilement soutenue par une diplomatie usant du *soft power* plutôt que de l'agression militaire. Mais sur ce dernier point, il sera sans doute possible de se faire entendre facilement par une Russie plus prête à la conciliation qu'on pourrait le croire parfois. Après tout, avant le Caucase du Sud, c'est le Caucase du Nord qui s'impose de plus en plus comme priorité pour

---

<sup>32</sup> On constate que la diplomatie européenne comprend déjà les risques liés aux tensions entre Azéris et Arméniens. Voir ToutelEurope.eu, « Le Caucase du Sud inquiète l'Union Européenne », 24 mars 2011, [www.touteleurope.eu](http://www.touteleurope.eu).

<sup>33</sup> Nicolas Gros-Verheyde, « les nouvelles priorités de la politique de voisinage », *Bruxelles2*, 25 mai 2011, [www.bruxelles2.eu](http://www.bruxelles2.eu)

Moscou, vu les violences ayant lieu sur ce territoire<sup>34</sup>. L'intérêt de la stabilité du Caucase du Sud nous rappelle donc un point essentiel : si on veut l'Europe puissance, il va falloir savoir parler à la Russie. Non comme un ennemi ou un allié (toujours une logique en rapport avec les Etats-Unis), mais en tant que partenaire et comme voisin.

Enfin, ces derniers évènements ne font que renforcer l'idée selon laquelle si de nouveaux Etats doivent être intégrés dans l'Union, ils doivent venir de l'est, et non du sud méditerranéen/moyen-oriental. L'Afrique du Nord est en train de construire un nouveau destin par l'impact du printemps arabe, un destin fondé sur son histoire multiple, partagé seulement en partie avec l'Europe. Et sa différence doit être respectée. Quant au Moyen Orient, ces derniers événements nous rappellent que la région est rongée par des questions politiques inachevées, des visions géopolitiques radicales de celles qui rongeaient l'Europe au 19<sup>ème</sup> siècle, qui sont à l'opposé des valeurs qui sont nées sur notre continent après deux guerres mondiales. La Turquie, pays à l'Histoire complexe, serait sans doute la seule exception ici<sup>35</sup>. L'idée selon laquelle Israël et les territoires palestiniens devraient être intégrés à l'Union Européenne<sup>36</sup> est pour l'instant une absurdité par contre : les valeurs européennes demandent non seulement un lien historique, mais un climat géopolitique apaisé, un respect des droits de l'Homme, des minorités, et de l'égalité entre tous les citoyens, qu'on ne retrouve par encore sur une bonne partie du Moyen Orient. Par contre, le choix affirmé, ces dernières années, par Ankara, d'une démocratie turque apaisée et plus à même de défendre le droit des minorités, a sans doute toute sa place dans l'Europe de demain, si elle continue dans cette voie. Mais surtout, la Turquie fait le lien avec ce territoire caucasien du sud qui, à bien des égards, est culturellement, et idéologiquement, européen. La zone est géographiquement entre l'Europe et l'Asie, mais les populations sont non seulement liées en partie à l'Histoire de l'Europe, elle se retrouve dans les valeurs européennes de paix, de rejet de domination néocoloniale, de désir démocratique. Et l'Europe, si elle veut devenir une puissance, et si elle réussit à surmonter la crise actuelle (crise d'identité autant que conséquence de certains choix politiques du passé) a tout à gagner de ce rapprochement à l'est lui donnant accès à la puissance turque, et aux ressources de la Caspienne.

---

<sup>34</sup> Pour en savoir plus sur ce sujet, voir par exemple Didier Chaudet, « Djihad dans le Caucase Nord », *Politique Internationale*, n°125, automne 2009, pp.223-237.

<sup>35</sup> Voir à ce sujet Turgut Özal, *La Turquie dans l'Europe*, Paris : Plon, 1988.



Il faut en tout cas espérer qu'à Téhéran, comme à Washington, les réalistes l'emporteront sur les idéologues. Après la « guerre de choix » d'Irak et la « guerre de nécessité » en Afghanistan, trop de sang a coulé, trop d'exactions ont été commises, au Moyen Orient. Une montée des périls dans le dossier iranien pourrait avoir des conséquences catastrophiques pour le Moyen Orient, pour l'Asie du Sud, et, comme on le constate ici, également pour le Caucase du Sud. Il n'est pas nécessaire d'être spécialiste des relations internationales pour savoir que l'Iran va être, pour les années à venir, au centre des questions diplomatiques. Il serait important, en France comme dans le reste de l'Europe, qu'on prenne ce fait en compte : l'Afghanistan et l'Irak resteront dans l'Histoire comme des erreurs ou des échecs non seulement parce que les Américains ont fait des erreurs, mais parce que d'autres nations, et notamment les nations européennes, n'ont rien fait, ou n'ont été que suivistes. Pour lutter efficacement contre le terrorisme, pour permettre plus de stabilité et de sécurité en Moyen Orient, la communauté internationale a également besoin d'autres acteurs forts capables d'imposer leurs idées, de se faire clairement entendre. Et l'Europe, si elle accepte d'être une Europe puissance, pourrait être un de ces acteurs forts. Encore faut-il qu'elle s'en donne les moyens, et que les élites européennes arrêtent de se prendre pour des citoyens du monde hors de l'Histoire, ou pour les habitants d'une grande Suisse.

---

<sup>36</sup> Idée parfois mise en avant des chercheurs américains. Voir par exemple Leno Hadard, « EU Expansion to Israel and Palestine », Atlantic-Community.org, 25 février 2008.